

17221
PRE V 10244

DU

BUT ET DES MOYENS D'ACTION

DES SOCIÉTÉS HISTORIQUES DE PROVINCE

PAR

Godefroid KURTH.



ANVERS.

ÉTABLISSEMENT TYPOGRAPHIQUE J. PLASKY

Place St. Paul, 29.

—
1886.

UNIVERSITÉ DE LIÈGE
Faculté de Philosophie
1886

UNIVERSITÉ

HAA
PRE

Tpe 21.

P 4061.

DU BUT ET DES MOYENS D'ACTION DES SOCIÉTÉS
HISTORIQUES DE PROVINCE.



DU
BUT ET DES MOYENS D'ACTION

DES SOCIÉTÉS HISTORIQUES DE PROVINCE

PAR

Godefroid KURTH.

EXTRAIT DU COMPTE-RENDU DU CONGRÈS D'ARCHÉOLOGIE
ET D'HISTOIRE DE 1885.



ANVERS,

ÉTABLISSEMENT TYPOGRAPHIQUE J. PLASKY

Place St. Paul, 29.

—
1886.



D U

BUT ET DES MOYENS D'ACTION

DES SOCIÉTÉS HISTORIQUES DE PROVINCE.

Messieurs,

Vous me permettrez d'aborder sans préambule la question dont je pensais vous entretenir, c'est-à-dire le *but des sociétés historiques de province, et le moyen, pour elles, d'atteindre ce but.*

Tout le monde n'est pas d'accord sur la véritable mission des sociétés de province, — il y a même des gens qui prétendent qu'elles n'en ont aucune. Il y a un an à peu près, une controverse très-curieuse s'est élevée à ce sujet en Allemagne. M. Haag a publié une brochure, dans laquelle il attaque les sociétés comme les nôtres, prétendant que nous n'avons aucune espèce d'utilité, que nos recherches ne servent qu'à enfoncer des portes ouvertes, ou bien à ouvrir des portes qui devraient rester fermées. Il a été combattu par un membre d'une société savante du Wurtemberg, M. Bossert, qui a plaidé en notre faveur les circonstances atténuantes, et dit que, si nous avons le tort d'exister, au moins nous ne faisons de mal à personne et qu'on peut sans inconvénient nous laisser vivre.

J'ai signalé cette discussion dans le *Polybiblion*, et, à ce sujet, M. Henri Stein, bibliographe, s'est occupé à son tour de la question des sociétés savantes. Lui aussi est arrivé à des conclusions pessimistes; les sociétés savantes, d'après lui, n'ont pas d'avenir, les considérations que j'avais présentées ne lui ont pas paru suffisantes pour justifier leur existence, et ni les congrès ni d'autres moyens mis en œuvre ne pourraient leur infuser la vitalité qui leur manque¹.

Je suis d'un avis opposé; je crois à l'utilité des sociétés comme les nôtres, et je suis certain qu'elles remplissent une mission scientifique et civilisatrice. Seulement je crois qu'il est essentiel de savoir au juste quelle

¹ G. HAAG, *Die Territorialgeschichte und ihre Berechtigung*. Gotha, 1882. — G. BOSSERT, *Die historischen vereine vor dem Tribunal der Wissenschaft*. Heilbronn, 1883. — G. KURTH, *Polybiblion*, Mars 1884, p. 278. — H. STEIN, *Le Congrès des sociétés savantes*. (Revue lyonnaise, Juin 1884).

est leur compétence, et dans quelles limites elles doivent se renfermer pour être utiles. C'est cette question que je voudrais voir débattre ici.

Je ne crois pas que les sociétés de province, si nombreuses dans notre pays — au moins trente d'entre elles sont représentées à ce congrès — aient une mission véritablement analogue à celle des Académies ou des grandes sociétés internationales, qui s'occupent de l'histoire envisagée dans ses aspects les plus généraux. Je ne crois pas que nous devions avoir une ambition exagérée. Nous avons pour rôle de faire, nous, l'histoire de notre pays, de notre province pour mieux dire, et si ce rôle est plus modeste, il n'en est pas moins utile.

En somme, à le bien prendre, nos sociétés sont composées en grande majorité, non pas d'historiens et d'archéologues de profession, mais d'amateurs. Vous ne me contredirez pas lorsque j'avancerai que la plupart de leurs membres n'ont pas l'éducation scientifique indispensable pour constituer l'historien proprement dit. La critique historique est un art long et difficile, et les connaissances qu'elle nécessite sont laborieuses à acquérir. Il faut pour cela une certaine expérience, et même une certaine pratique professionnelle. Les sciences auxiliaires de l'histoire, indispensables à l'historien, nous ne les cultivons pas suffisamment non plus pour les posséder à fond. Enfin, la bibliographie, science naissante mais de plus en plus nécessaire à quiconque veut épuiser un sujet, est fort difficile à acquérir pour les savants placés loin des grandes bibliothèques, dans les petites villes.

Je pense donc, Messieurs, que si nos sociétés, composées d'un très grand nombre de gens intelligents et instruits, mais nullement historiens ou archéologues de profession, veulent rendre des services véritables, elles feront bien de s'en tenir à une mission qu'elles sont en état de remplir, et qu'il ne peut pas être question, pour elles, de traiter les grandes questions de l'histoire nationale.

Mais comme nos sociétés sont *locales* avant tout, je crois qu'elles ont avant tout une mission locale et que leur vrai but, c'est de faire connaître tout ce qui est de nature à éclairer les historiens sur la région qui est le centre d'activité de ces sociétés.

Comment pourront-elles remplir le mieux cette mission ?

Selon moi, il faut nous souvenir que le commencement de toute science, c'est la statistique. Notre véritable rôle (je ne dis pas *le seul*), c'est de faire de la statistique raisonnée. Nous devons tout d'abord rassembler le plus grand nombre de faits scientifiques possible, pour permettre à ceux qui en veulent tirer des conséquences de s'en servir et de les grouper d'après un ordre rationnel.

Nous devons donc faire de la statistique raisonnée.

Je ne veux pas dire que ce soit une œuvre facile et vulgaire : il faut de l'intelligence, du travail et de l'expérience pour bien faire une statistique. La statistique est une science qui ne consiste pas à réunir inconsciemment, mais à coordonner d'après un ordre systématique. Tous les faits locaux qui doivent nécessairement échapper à l'attention des savants, nous sommes en état de les recueillir dans nos régions respectives. Il arrive tous les jours que les plus illustres savants traitant des questions archéologiques se trompent sur des faits topographiques dont les sociétés locales pourraient immédiatement leur remonter l'inexactitude. Il est inévitable que des profanes mêmes, en feuilletant des livres où les princes de la science viennent à parler incidemment de leur province, se disent par moments : « Tiens ! les savants auteurs ne savent donc pas telle ou telle chose ? » Et ils l'ignorent précisément parce qu'ils ne sont pas à même de la connaître à distance, à moins qu'ils ne soient renseignés par les sociétés locales. Nous avons donc, comme sociétés locales, une mission parfaitement déterminée, c'est de réunir tous les faits locaux ayant un caractère scientifique, de les grouper et de les coordonner, afin d'en faciliter la mise en œuvre. — Et cette mission qui, à première vue, paraît par trop modeste, est tellement vaste qu'elle m'effraie en quelque sorte, et que je me demande si, à l'heure actuelle, nous serons en état de la remplir tout entière.

Permettez-moi, Messieurs, de vous signaler, non pas l'ensemble des faits qui peuvent être étudiés de la sorte, mais les principales catégories de ces faits.

En étudiant l'histoire de la société humaine, nous devons commencer par nous préoccuper du sol qu'elle habite, et des relations plus ou moins étroites qu'elle a avec lui. Or, l'histoire de notre sol contient de nombreux points d'interrogation. Nous nous occupons de pays très lointains — nous pénétrons jusqu'au centre de l'Afrique dans un but purement scientifique. Mais est-ce que la Belgique est véritablement connue au point de vue topographique et géographique, et savons-nous par quelle innombrable série de vicissitudes a passé ce sol sacré, avant de prendre l'aspect sous lequel il offre à chacun de nous, dans un cadre restreint, l'image vivante de la patrie ? Il s'en faut de beaucoup qu'il en soit ainsi.

Et, à ce sujet, permettez-moi de vous citer l'objet de la discussion qui a eu lieu dans la quatrième section, ce matin. Nous sommes tombés d'accord sur ce point, que la géographie historique de notre pays n'est pas faite, et qu'elle ne le sera que le jour où nous aurons dressé la liste complète, commune par commune, hameau par hameau, de tous les noms des « lieux dits » très nombreux qui existent sur notre territoire. Nous en aurons deux ou trois centaines de mille à étudier : il est incontestable qu'il y a là une mine précieuse, inexplorée. Certains savants

belges, et notre honorable confrère M. Wauters entre autres, ont, dans cette voie, rendu de grands services; mais la mine est à peu près intacte encore, et elle est trop riche en matériaux pour l'histoire nationale, pour qu'on la dédaigne. Celui qui connaîtrait à fond tous les « lieux dits » de la Belgique, connaîtrait mieux que tout autre l'histoire du pays. Il n'est pas une seule commune qui, par l'étude de ces noms, ne puisse aider à reconstituer une partie de notre histoire. Je n'insisterai pas sur ce point, Messieurs, vos moments étant précieux, et je me borne à indiquer d'une manière rapide l'importance qu'il y a pour les sociétés historiques de s'occuper de l'étude des « lieux dits ». Le vœu de la 4^e section vous sera soumis demain, et j'espère que vous l'appuyerez — il consiste à demander à toutes les sociétés savantes de bien vouloir s'intéresser à l'étude des noms de « lieux dits » et d'en dresser des glossaires par commune, par paroisse, par hameau.

Outre l'étude du sol et des lieux habités, il y a celle de la langue que nous parlons. Nos nombreux idiomes nationaux, wallons, flamands et allemands, les connaissons-nous? J'avoue que je ne connais pas le mien: je le parle, mais c'est tout. Et la plupart d'entre nous peuvent en dire autant pour ce qui concerne le leur.

Pourtant le bon exemple a déjà été donné.

Je me souviens de l'*Idioticon* de l'abbé de Bo, qui nous a quittés. Il y a des travaux de ce genre à faire sur chaque région; les sociétés locales sont évidemment le mieux placées pour les faire. Il y a certainement des particuliers qui pourraient s'en charger seuls, mais des œuvres pareilles sont surtout bien faites par des sociétés. Les sociétés savantes ne se sont pas suffisamment occupées jusqu'à présent de la question linguistique, où elles trouveraient les sujets d'études les plus intéressants, et où leurs membres auraient l'occasion de raviver les sentiments qui les lient à leur pays natal.

Je dirai un mot aussi d'une étude qui se lie d'une manière intime à celle des dialectes, et que je désignerai, pour éviter le nom barbare de *folklore*, par le terme français de science populaire. Aucune science n'est plus digne de nous intéresser que cette science populaire. C'est l'étude de la société humaine, non seulement telle qu'elle est actuellement, mais telle qu'elle a été; c'est le genre humain étudié dans ses manifestations les plus spontanées et les plus variées, comme aussi dans sa vie la plus intime, dans ses traditions et ses croyances, dans ses jeux, dans ses chants, dans ses institutions populaires, dans tout l'ensemble enfin de ses mœurs et de ses idées. Des travaux de ce genre ont été faits dans différents pays, mais jusqu'à présent les sociétés savantes, comme telles, ne se sont guère occupées de les faire entrer dans leurs programmes.

Le *Recueil des chansons brugeoises*, par exemple, de MM. Lootens et Feys, est une œuvre de premier mérite dans ce genre. C'est un recueil qui a été composé d'après des refrains populaires par les deux auteurs. Ils ont écouté de bonnes vieilles gens, qui chantaient ce qu'ils avaient entendu chanter dans leur enfance, et ils ont fait une immense et vivante compilation dans laquelle on pourrait puiser les éléments d'une histoire de la littérature populaire en Flandre. On pourrait faire la même chose dans chaque région et créer ainsi un ensemble des plus intéressants. Dans le pays de Liège on a commencé à faire un recueil des anciens cramignons. J'espère que des travaux analogues se feront dans toute la Belgique, en ce qui concerne les usages populaires, les superstitions, les croyances, les mœurs en général. Nous avons parmi nous des collègues d'une grande activité qui pourraient se charger de diriger nos travaux dans cette voie, la plus intéressante de toutes peut-être. Je pourrais ici citer de nombreux écrits, dus à des particuliers qui ont commencé à explorer certaines parties de ce grand domaine; je signalerai notamment un travail qui m'a beaucoup intéressé, et dont je puis dire qu'il m'a en quelque sorte initié à cette étude: c'est celui de notre confrère M. van Bastelaer sur les usages funéraires. Il y a 12 ans, je l'ai lu, et il m'a paru véritablement suggestif d'idées, grâce à la méthode employée et au grand nombre de faits réunis.

Si, dis-je, nous avons des recueils de ce genre pour toutes les régions, je pense que nous pourrions faire progresser rapidement la connaissance de l'histoire de Belgique et rendre de précieux services aux historiens.

Abordons maintenant le domaine de l'histoire proprement dite.

Nous n'avons pas pour mission, je le répète, de traiter les questions générales de l'histoire politique, précisément parce que ces questions supposent un ensemble d'études et de recherches pour lesquelles nous ne sommes pas suffisamment outillés dans nos sociétés.

Mais ce que nous pouvons faire beaucoup mieux que les historiens, ce sont les recherches sur l'histoire de notre région, de notre localité, de notre village, de notre hameau. Et cette histoire-là, nous sommes beaucoup mieux en état de la recueillir que n'importe qui, parce que c'est *notre* histoire que nous faisons, parce que tout ce qui s'y rapporte, nous le comprenons, et que nous trouvons d'ordinaire dans la vie contemporaine les éléments nécessaires à sa reconstitution.

Ceci m'amène à vous parler d'un vœu qui a été formulé hier au sein de la 4^e section. Je ne m'en rappelle pas le texte exact, parce que je n'étais pas présent lorsqu'il a été formulé, mais je crois en avoir saisi l'idée, à laquelle je me rallie entièrement. Il s'agirait de pousser partout, jusque dans les plus petites communes, à la confection d'inventaires raisonnés

des archives qui peuvent s'y trouver. Pour bien connaître l'histoire d'une localité, il faut connaître ses archives, mais celles-ci restent inconnues la plupart du temps, parce qu'elles se trouvent disséminées dans des dépôts dont l'accès est souvent difficile, et où, bien des fois, personne ne penserait à les aller chercher. Tels sont les presbytères, les maisons communales, les châteaux, les institutions hospitalières, les grandes familles, etc.

Que de fois ne nous arrive-t-il pas de rencontrer des documents qui sont en train de se détruire au moment où nous mettons la main dessus ! Je vous citerai un exemple entre mille, dont un de mes amis a été témoin. Il arriva, chargé par le gouvernement de recueillir des archives locales, dans un village de la province de Liège, où on lui indiqua la maison d'école comme étant l'abri des vieux papiers de la commune. En entrant, il voit l'instituteur communal qui allume sa pipe avec un papier d'aspect archaïque. Lui ayant demandé ensuite des renseignements, il apprit du brave magister qu'en effet, le grenier était plein de vieux registres dont un fumeur comme lui savait faire son profit. C'étaient les archives communales ! (1)

Ces faits se produisent tous les jours. On comprend donc que les sociétés savantes aient une mission très importante à remplir sous ce rapport. La confection d'inventaires raisonnés des archives que la localité pourrait posséder attirerait l'attention sur un certain nombre de dépôts, et en assurerait la conservation.

Il y a un autre sujet d'études important, qui est surtout de la compétence des sociétés savantes dans leurs localités respectives. Il n'y a pas de région si pauvre, qui ne possède un objet d'art quelconque, méritant l'attention des historiens et des archéologues. Il n'est guère d'église qui ne contienne quelque objet digne d'être étudié ; il est difficile de parcourir un village sans y rencontrer au moins une trace du passé. Tout cela doit être réuni et signalé dans des inventaires raisonnés. Nous avons sous ce rapport de bons exemples à suivre chez nos voisins de France, où les glossaires, les inventaires et les statistiques sont très nombreux. Il y a là — je ne crois pas me tromper, mais M. le comte de Marsy pourrait rectifier mon assertion si je faisais erreur — il y a là une vingtaine de départements qui possèdent actuellement leurs dictionnaires topographiques, dressés dans des conditions qui en font des œuvres de premier ordre. Il y en a d'autres, où les sociétés historiques ont fait d'importantes statistiques d'histoire et d'archéologie, et où l'on est parvenu à rassembler

(1) VAN DE CASTEELE, Rapport sur les archives de quelques communes de la province de Liège, adressé à M. le ministre de l'intérieur, le 18 Décembre 1875, (*Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t., XII, p. 382).

une multitude de matériaux qui auraient échappé à l'attention des travailleurs placés à distance.

Notre but, sinon unique du moins principal, c'est donc de confectionner des glossaires, des dictionnaires, des statistiques raisonnées et systématiques de tous les faits historiques et archéologiques. Il est évident que nous consacrerons beaucoup d'années à ce travail, avant de l'achever, mais il prouverait victorieusement notre raison d'être.

L'intérêt que présenteraient des travaux de ce genre, en premier lieu, c'est que 1^o ils sont relativement faciles à faire — ils n'exigent pas de très vastes connaissances, et tout homme intelligent et instruit peut y prendre part ; 2^o ils sont la base indispensable de toute recherche sur une localité ou une région déterminée.

Je crois donc, pour me résumer, que la principale mission des sociétés savantes, c'est de se livrer à la confection de ces états, de faire autant de statistiques scientifiques que possible, de recueillir tous les faits qui sont à leur portée, et de les livrer à l'étude des archéologues et des historiens de profession. Chacun de nos membres peut participer dans une certaine mesure à ces travaux : il suffirait qu'un plan d'ensemble fût dressé et que la besogne de chacun lui fût assignée de commun accord.

Je suis bien loin, Messieurs, d'avoir épuisé mon sujet, et il y aurait même de ma part une certaine témérité à m'en croire capable. Je n'apporte ici que mes idées personnelles, comme chacun de nous. Le grand avantage de nos réunions consiste précisément à nous fournir l'occasion de les formuler. Ainsi, l'utilité d'un congrès comme celui qui nous réunit me paraît tellement évidente que, au commencement de cette année, j'étais venu à la Société d'art et d'histoire, pour proposer à mes confrères d'en réunir un sous nos auspices — lorsque, au moment où j'allais prendre la parole, notre président donna lecture de la circulaire de l'Académie d'archéologie.

Je crois que les congrès sont un des principaux facteurs de ce progrès scientifique qui me semble être la raison de notre existence. C'est à l'occasion de nos congrès que nous pouvons discuter ensemble les méthodes à suivre dans nos investigations, ainsi que les programmes de nos travaux ; c'est ici que nous pouvons nous communiquer nos observations, nous éclairer mutuellement, provoquer certaines entreprises collectives, enfin, retremper périodiquement nos sociétés isolées dans le grand courant de vie scientifique qui, je l'espère, se dégagera de nos assemblées annuelles.

Nous n'avons pas seulement pour but de développer parmi nous le goût et la connaissance du passé, mais aussi, comme le disent nos statuts, d'intéresser la généralité aux études que nous faisons.

Comment intéresser la généralité à ces études ?

La Société d'art et d'histoire de Liège a cru en trouver le moyen, ou pour mieux dire, un de ces moyens. Je vois ici même l'auteur de la motion dont je veux parler, l'honorable M. Helbig. Il s'agirait d'ouvrir une série de conférences qui seraient faites par les soins de notre société, avec le concours de savants étrangers, sur l'ensemble des études que nous cultivons. Ce projet n'a pu être réalisé l'an dernier, mais nous le nourrissons toujours, et nous nous proposons de le réaliser cet hiver : en offrant au public une douzaine de conférences sur des sujets relatifs à l'histoire et à l'archéologie du pays de Liège. Notre société s'attachera les savants du pays possédant le mieux telle ou telle partie, les priera d'en faire l'objet d'une causerie littéraire, et invitera le public à y assister. Toutefois, malgré son désir de voir assister le plus grand nombre possible de personnes à ces séances, elle a cru devoir les rendre payantes, le public, par une certaine contradiction, s'intéressant plutôt à ces sortes de choses lorsqu'il les paie que lorsqu'on les lui offre à titre gratuit. Je signale cette initiative aux sociétés besoigneuses. Nous ne doutons pas de trouver un certain nombre de souscripteurs à l'ensemble de nos conférences, et nous y verrions, en cas de pressante nécessité, le moyen d'échapper à la banqueroute¹.

Voilà — abstraction faite de l'intérêt pécuniaire des sociétés, — un moyen d'intéresser la généralité aux recherches locales, et de vulgariser les résultats acquis. Je voudrais que toutes les sociétés savantes y recourussent, et que partout où existe une de ces sociétés on se décidât à un ensemble de conférences pendant un hiver — conférences qui seraient faites par les membres les plus compétents de la société, et au besoin par des membres d'autres sociétés savantes du pays. Il en résulterait de très grands avantages pour les sociétés elles-mêmes, et pour la diffusion des connaissances qu'elles cultivent parmi les hommes intelligents.

Mais nous avons encore d'autres moyens à notre disposition.

Plusieurs de nos sociétés ont adopté la coutume de se faire des visites.

¹ Au moment où je corrige l'épreuve de ces pages, je puis annoncer le plein succès des conférences de la Société d'art et d'histoire. Un auditoire nombreux et choisi a, tour à tour, applaudi les orateurs suivants :

Mgr. RUTTEN, *Discours d'introduction* ; M. JULES HELBIG, *Les beaux-arts au pays de Liège* ; M. CHARLES DELJAC, *La vie rurale au pays de Liège sous l'ancien régime* ; M. le chanoine DUBOIS, *La sépulture chrétienne et le tombeau de Tongres* ; Mgr. CARTUYVELS, *Les souvenirs de l'histoire de Liège à Louvain* ; M. HENRI FRANCOU, *La fin de l'ancienne principauté de Liège* ; M. JOSEPH DEMARTEAU, *Erard de la Marck, cardinal prince-évêque de Liège* ; M. G. HELLEPUTTE, *Le plus économique de tous les styles d'architecture*. Sont encore inscrits : M. GUSTAVE FRANCOU, *La peinture sur verre au pays de Liège* ; M. GODEFROID KURTH, *Les premiers jours de la colonisation dans la vallée de la Meuse* ; M. PASCAL LOHEST, *Les constructions civiles au XV^e siècle dans le pays de Liège* ; M. le doyen SCHOOLMEESTERS, *L'église Saint-Jacques*.

J'ai eu le plaisir de constater dernièrement que la Société archéologique de Nivelles pratiquait avec beaucoup de résultat l'usage des visites aux sociétés voisines. Je me souviens d'excursions qu'elle a faites à Charleroi, à Mons, à l'abbaye de Villers et à Anvers. Les sociétés se rencontrent ainsi, les confrères se réunissent, s'entretiennent de l'objet commun des études et des nouvelles qui les intéressent, les hommes compétents des deux sociétés initient leurs collègues aux choses du territoire, et la somme de connaissances recueillies est toujours considérable.

Je voudrais qu'en outre de ces visites de sociétés à leurs voisines, dont il sort toujours quelque chose, et qui, ne fût-ce que pour le plaisir de se voir entre confrères, ne sont pas à dédaigner, il y eût des excursions archéologiques en commun. Je ne sais si la Gilde de St. Luc est représentée ici. (Des voix : *Certainement*).

La Gilde de St. Luc s'est trouvée très bien de ses excursions annuelles, et je crois qu'elle doit un bon nombre de ses membres au charme qu'elles présentent à tous.

Pourquoi, dans une sphère plus modeste, toutes les sociétés de province ne feraient-elles pas des excursions archéologiques de ce genre ? La Société d'art et d'histoire de Liège a également inauguré cette habitude. Tous les ans, quatre ou cinq fois pendant l'année, l'on va explorer ensemble une région déterminée à une certaine distance de la ville. Personnellement je n'ai jamais eu l'occasion d'y assister, mais nous avons ici des membres qui pourraient vous dire, Messieurs, combien elles sont agréables, fraternelles et instructives.

Un autre point que je voulais vous signaler, Messieurs, c'est celui-ci :

Je sais que nos ressources pécuniaires sont bornées, mais cependant nous en avons, et la grande affaire c'est d'en faire un judicieux usage. Or il est certain que nous ne saurions mieux l'employer qu'à stimuler le zèle du public pour nos études, et à provoquer de sa part une participation de plus en plus étendue à nos travaux. Ouvrons des concours, appelons à nous les talents et les bonnes volontés. Toutes les sociétés qui le font s'en trouvent bien. L'Académie d'archéologie a l'excellente habitude d'ouvrir tous les ans un concours sur un sujet quelconque, relatif à l'histoire d'une province belge désignée à tour de rôle, et elle doit à cette institution plus d'un bon mémoire. D'autres sociétés, comme le Cercle archéologique de Mons, la Société des sciences et lettres de Mons, imitent cet exemple. Et je sais que la province de Hainaut a en ce moment le grand avantage de posséder des monographies excellentes, dues à ces concours.

Il ne s'agit pas, bien entendu, de fixer le sujet, mais de laisser le choix libre dans une catégorie de sujets.

A Mons, on ne demande pas l'histoire d'une commune déterminée,

mais bien celle d'une commune quelconque du Hainaut, excepté celles dont l'histoire a déjà fait l'objet d'une étude suffisante. Tous les travailleurs peuvent alors se mettre à la besogne, et le meilleur travail est couronné. C'est une initiative féconde, et je voudrais qu'elle fût imitée partout. A Liège nous avons ouvert cette année-ci un concours sur une paroisse quelconque de l'ancien diocèse de Liège. Quand il ne serait question que de l'histoire d'un village, d'un hameau, du moment qu'un concurrent produit une œuvre remarquable, elle est couronnée — et s'il faut en couronner plusieurs, tant mieux pour la science !

Mais où trouverons-nous les ressources nécessaires, se demandera-t-on — car généralement elle sont absorbées par la publication des bulletins ?

Ne pourrions-nous pas, Messieurs, si nous le voulions sérieusement, décider quelques amateurs intelligents et riches, à fonder certains prix qui seraient affectés à telle ou telle catégorie d'études sur l'histoire et l'archéologie de nos diverses régions ? En Belgique nous ne sommes pas gâtés sous ce rapport. Cependant nous possédons déjà, et l'Académie royale décerne périodiquement, lorsqu'il y a lieu, les prix de Stassart, Bergmans et d'autres. Est-ce que nos sociétés locales ne pourraient pas imiter cet exemple ? L'essentiel, ce serait de trouver dans leur sein un homme qui serait *the right man*. En cherchant bien, nous finirions peut-être par le trouver. Ce n'est pas très facile et je ne dis pas que nous rencontrerions partout ces généreux donateurs. Mais fonder un seul prix ce serait déjà beaucoup. A l'aide de ce prix nous pourrions, dans une région, donner une récompense à tous les travaux sérieux qui se produiraient, et partant encourager l'étude. Vous savez combien de ces prix sont distribués par l'Institut de France. Tous portent le nom de leurs fondateurs, tous ont un objet déterminé, et il n'y en a pas un seul qui ne fasse progresser considérablement la science.

Il y a encore une question, Messieurs, sur laquelle je voulais attirer votre attention.

En général, comme je le disais tantôt, nos sociétés languissent par la raison que les membres ne peuvent pas se mettre au courant de tous les travaux relatifs aux études dont ils s'occupent. Me voici dans une petite ville quelconque. Je suis le seul archéologue, le seul historien dans cette localité. Je n'ai personne qui s'intéresse à mes études. Une multitude de travaux se publient — ils passent sans arriver jusqu'à moi. Je dois donc renoncer à m'occuper de certaines études pour lesquelles les éléments me font défaut, parce que je le ferais, malgré toute ma bonne volonté, moins bien que quelqu'un de mieux outillé. En somme c'est un très grand désavantage pour les membres de nos sociétés savantes, et une multitude d'entre nous se trouvent dans ce cas, — de ne pas savoir quel est l'état actuel de la science sur la matière dont ils s'occupent.

Le moyen d'y obvier — je ne dis pas qu'il serait complet et infaillible, mais il produirait certainement d'excellents résultats, — ce serait que les sociétés en question voulussent bien charger un ou plusieurs de leurs membres les plus compétents de leur faire un rapport périodique sur les travaux consacrés, à l'étranger et en Belgique, aux différentes questions intéressant ces sociétés. Nous l'avons fait à Liège, et nous publierons cette année et les années suivantes une chronique dans laquelle nous recueillerons tous les faits bibliographiques, historiques et archéologiques qui peuvent présenter de l'intérêt pour nos études. En France et en Allemagne, tous les ans, on publie des ouvrages qui nous intéressent, et que beaucoup de nous ignorent. Faut-il citer ici les nombreux chroniqueurs belges édités par les *Monumenta Germaniae historica*, ou, pour me placer sur un autre terrain, me permettez-vous de nommer ici le beau livre consacré par M. Ch. de Linas à l'*Art Mosan* ? Je le répète, tous les ans, surtout en Allemagne, paraissent des dissertations universitaires et autres sur quelque point intéressant de l'histoire du pays liégeois. Il y en a eu six depuis 1880. Nos travailleurs ne les connaissent pas. Il en est de même pour les questions archéologiques.

Eh bien, Messieurs, je crois qu'il y a moyen d'obvier à cet inconvénient en chargeant les membres les plus compétents des sociétés, de dresser une statistique de ce qui a été fait, d'en faire une analyse critique, et de fournir ainsi un guide au travailleur local, qui se trouve généralement dans l'impossibilité d'étudier l'histoire de son pays, n'ayant pas les matériaux nécessaires.

Ayons, dans chacun de nos groupes, une chronique mettant nos membres au courant de tout ce qui se fait d'intéressant pour eux, chez nous et à l'étranger.

Voilà, Messieurs, les principales idées que je m'étais proposé de développer devant vous, et sur lesquelles je me permets d'appeler votre sérieuse attention. J'avais encore d'autres considérations à faire valoir, mais le temps nous fait défaut, à vous comme à moi, pour les aborder.

Mais parmi les points que j'ai touchés déjà, il me semble qu'il y en a un certain nombre qui se prêteraient utilement à la discussion, et qui, s'ils étaient examinés contradictoirement, pourraient faire avancer les études archéologiques et historiques, auxquelles nous sommes tous dévoués. (*Applaudissements prolongés*).